

L'hon. M. Stanfield: Prévoit-il que les renseignements couvriront plus que l'année en cours, et a-t-il pris des mesures, ou se propose-t-il d'en prendre lors de la prochaine réunion, pour créer un centre d'information sans parler d'un centre de coordination, qui durerait plus longtemps, quatre ou cinq ans par exemple, et impliquerait d'importants projets d'immobilisation à venir?

L'hon. M. Turner: Monsieur l'Orateur, le ministère des Finances et celui de l'Énergie, des Mines et des Ressources procèdent présentement à une analyse approfondie des besoins de capitaux pour la prochaine décennie et au-delà, surtout ressources énergétiques. Je ne sais si je devrais soulever la question au stade de la coordination avec les provinces.

LA CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES
MINISTRES DES FINANCES—L'ALLÈGEMENT DU
FARDEAU FISCAL DES RURAUX

L'hon. J. A. MacLean (Malpègue): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre des Finances. Pourrait-il, de concert avec les ministres provinciaux des finances, chercher des moyens d'alléger le fardeau des impôts des habitants des régions rurales? Ma question s'inspire du fait que le nombre de travailleurs agricoles a fléchi de 31,000 dans les 12 derniers mois.

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, cette remarque est fort pertinente. Le mandat de la réunion est assez vaste pour permettre qu'on y soulève la question.

M. l'Orateur: Le député de York-Sud pour une question supplémentaire.

M. Lewis: Non, monsieur l'Orateur. Ma question n'est pas supplémentaire.

M. l'Orateur: Peut-être pourrions-nous avoir d'abord quelques questions supplémentaires pour ensuite donner la parole au député de York-Sud.

LA CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES MINISTRES DES FINANCES—LES PROPOSITIONS RELATIVES À L'IMPÔT SUR LES SUCCESSIONS ET LES GAINS DE CAPITAL

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. Nous dirait-il s'il fera des propositions précises à la prochaine conférence fédérale-provinciale sur les droits de succession, les gains de capitaux sur les terres agricoles et les petites entreprises en vue de promouvoir une mesure de justice et de logique dans ces domaines?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je ne crois pas pouvoir être aussi précis que le député aimerait que je le sois.

LA CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES
MINISTRES DES FINANCES—RÉDUCTION POSSIBLE DE
L'IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS À LA SUITE
DES INSTANCES DU QUÉBEC

[Français]

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre des Finances.

Questions orales

Entend-il, au cours de cette conférence fédérale-provinciale, répondre d'une façon précise à la demande que le premier ministre du Québec a faite au gouvernement fédéral de mettre sur pied un programme coordonné de dégrèvement d'impôts, en vue d'éviter une augmentation de l'impôt sur le revenu des particuliers et sur les emprunts à l'étranger?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je répondrai nécessairement aux lettres du premier ministre de la province et aux propositions du ministre québécois des Finances, l'honorable Raymond Garneau. Leur argument est presque le même que celui qui a été avancé par les représentants du gouvernement de l'Ontario sur la question tout entière de la répartition des sources de taxation. De toute façon, cet article sera formellement porté à l'ordre du jour.

M. Wagner: Monsieur le président, je désire poser une autre question supplémentaire à l'honorable ministre des Finances.

Est-il d'avis qu'il ne devrait pas y avoir cette année d'augmentation de l'impôt personnel?

* * *

LES COMMUNICATIONS

LA DEMANDE DE HAUSSE DE TARIFS DE BELL CANADA—
LES OBJECTIONS DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Communications. Vendredi dernier, mon collègue, le député de Toronto-Lake Shore, lui a demandé si le gouvernement fédéral se joindra aux gouvernements de l'Ontario et du Québec pour s'opposer à une nouvelle demande de la Bell Canada de hausser ses tarifs. Puis-je demander au ministre maintenant s'il a étudié la question et si le gouvernement fédéral est disposé à présenter des instances à la Commission canadienne des transports pour s'opposer à la demande de la société Bell d'augmenter ses tarifs?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (ministre des Communications): Monsieur le président, la réponse à la première partie de la question est oui, et à la seconde, non.

[Traduction]

M. Lewis: Une très brève question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

[Français]

... oui et non dans la même réponse, voilà qui est bien!

[Traduction]

Puis-je demander au ministre de dire à la Chambre si le gouvernement a étudié la demande de Bell Canada de hausser scandaleusement ses tarifs et s'il a décidé de ne pas intervenir auprès de la Commission canadienne des transports, ce qui revient à l'agréer?